

Des groupes d'extrême-droite assiègent le CDI, des maisons, le siège du PSUV et du CNE.

Caracas, 16 avril AVN – Ce lundi 15 avril, seulement 17 heures après que la présidente du Conseil National Electoral (CNE), Tibisay Lucena, ait annoncé les résultats des élections présidentielles, des groupes anti-chavistes ont attaqué des Centres Médicaux de Diagnostic Intégral (CDI), des Petrocasas, des sièges du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), des médias publics et des habitations, œuvres qui en majorité, ont été réalisées par le gouvernement national.

Les gouverneurs des états d'Aragua, de Carabobo, de Zulia et d'Anzoategui, ainsi que des résidents de l'état de Miranda ont dénoncé publiquement l'attaque qui s'est déroulée au CDI de ces états, ainsi que les agressions verbales contre le personnel qui travaillait là, qui l'ont accompagnée.

De même, la vague de violence a coûté 2 vies humaines à La Limonera, Baruta, état de Miranda et à Tachira, où un jeune a été assassiné par 3 coups de feu dans les épaules après avoir discuté avec des groupes armés anti-chavistes, dans la municipalité de Cordoba.

Furent aussi attaqués les sièges régionaux du CNE et violés des Petrocasas à Carabobo, des petits bus à Anzoategui et les halles Bicentenaire, Mercal et Pdval à Tachira et dans d'autres états.

Les attaques se sont aussi concentrées sur des maisons du PSUV dans les états déjà mentionnés ainsi qu'à Sucre et à Barinas.

Les médias de l'Etat ont aussi été victimes des agressions. Des groupes de choc du Mouvement 13 et de Primero Justicia ont agressé ce lundi 3 journalistes de la chaîne YVKE Mondial et de l'Agence de Presse Vénézuélienne (AVN) qui couvraient une manifestation favorable à Capriles.

Dans le District de la Capitale, les sièges de Telesur, la Radio du Sud et de Venezolana de Television ont également été attaqués par ces groupes de choc qui venaient avec des cris, des insultes et des attitudes menaçantes.

Dans la Grande Caracas, une manifestation anti-chaviste a barré l'échangeur Altamira, dans la municipalité de Chacao, pendant que d'autres activistes assaillaient les résidences de la présidente du CNE, Tibisay Lucena, et de William Izarra, dirigeant révolutionnaire et père d'Andrés Izarra, ex ministre de la Communication et de l'Information.

Des représentants du gouvernement des régions et le président de la République, Nicolas Maduro, ont rendu responsables de ces actions ainsi que d'autres le candidat vaincu Henrique Capriles, qui refuse d'accepter les résultats du CNE et ne reconnaît pas la légitimité des institutions de l'Etat.

AVN 16/04/13

(traduction Françoise Lopez)